

AFPI

Association

12 Rue du Professeur Joseph Rousselot

14000 CAEN

RCS Caen 780 714 051

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux membres,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AFPI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 23 mars 2023 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association AFPI à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 Janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Créances clients et chiffre d'affaires

Nous avons considéré que les créances clients ainsi que la procédure de facturation constituaient des points clés de notre audit. Nous avons contrôlé la procédure de facturation afin de valider l'intégralité du chiffre d'affaires.

IV - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés hormis les éléments portés sur le rapport sur les vérifications spécifiques.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le

contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 23 mars 2023.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion

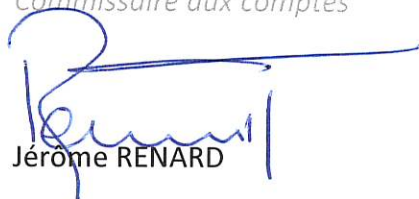
sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CAEN, le 25 mars 2023

REFLEX'AUDIT

Commissaire aux comptes

A blue ink signature of Jérôme Renard, consisting of a large, stylized 'R' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Jérôme RENARD

Bilan Actif

AFPI Grand Ouest Normandie

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 22/03/23
Devise d'édition €

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2022	Net (N-1) 31/12/2021
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement		3 067	97 308	
Frais de développement	100 375			
Concession, brevets et droits similaires	109 075	108 520	556	1 556
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	209 450	111 587	97 863	1 556
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	13 095	9 331	3 763	11 467
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 015 656	973 064	42 592	74 337
Autres immobilisations corporelles	465 060	445 579	19 480	85 846
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	1 493 810	1 427 975	65 835	171 650
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	1 754 703		1 754 703	1 754 703
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	20 855		20 855	20 811
TOTAL immobilisations financières :	1 775 558		1 775 558	1 775 514
ACTIF IMMOBILISÉ	3 478 818	1 539 562	1 939 257	1 948 720

STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	1 607 560	30 923	1 576 637	1 319 425
Autres créances	257 645		257 645	266 868
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	1 865 206	30 923	1 834 283	1 586 293
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 308 823		1 308 823	1 585 631
Charges constatées d'avance	48 858		48 858	41 479
TOTAL disponibilités et divers :	1 357 681		1 357 681	1 627 110
ACTIF CIRCULANT	3 222 887	30 923	3 191 964	3 213 404

Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				

TOTAL GÉNÉRAL	6 701 705	1 570 484	5 131 221	5 162 123
----------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

Bilan Passif

AFPI Grand Ouest Normandie

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 22/03/23
Devise d'édition €

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2022	Net (N-1) 31/12/2021
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	242 750	242 750
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles	1 620 877	1 620 877
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	622 665	497 221
Résultat de l'exercice	3 659	125 444
TOTAL situation nette :	2 489 952	2 486 292
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	2 489 952	2 486 292
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	8 900	
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8 900	
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	14 800	29 600
TOTAL dettes financières :	14 800	29 600
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 044 502	1 965 044
Dettes fiscales et sociales	563 063	636 459
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 840	3 427
Autres dettes	4 952	24 078
TOTAL dettes diverses :	2 614 357	2 629 007
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	3 212	17 224
DETTES	2 632 369	2 675 831
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	5 131 221	5 162 123

**REFLEX
EXPERTISE**

Péricentre 5 - 82 avenue de Thiès - 14000 Caen
Tél : 02 31 95 79 34 - contact@reflexexpertise.fr
TVA intracommunautaire : FR08479326456
APE : 6920 Z - SIRET : 479 326 456 00031

Compte de Résultat (Première Partie)

AFPI Grand Ouest Normandie

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 22/03/23
Devise d'édition €

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2022	Net (N-1) 31/12/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	4 599		4 599	10 635
Production vendue de services	4 178 330		4 178 330	4 306 134
Chiffres d'affaires nets	4 182 929		4 182 929	4 316 769
Production stockée			88 858	
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			54 422	45 489
Autres produits			25	1 287
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 326 233	4 363 545
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			1 137	1 193
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			95 020	159 617
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			2 458 567	2 038 884
TOTAL charges externes :			2 554 724	2 199 694
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			29 738	33 638
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			1 247 963	1 367 368
Charges sociales			554 855	609 566
TOTAL charges de personnel :			1 802 818	1 976 934
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			93 141	112 952
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			93 141	112 952
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			31	3 736
CHARGES D'EXPLOITATION			4 480 452	4 326 954
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(154 219)	36 591

**REFLEX
EXPERTISE**

Péricentre 5 - 82 avenue de Thiès - 14000 Caen
Tél : 02 31 95 79 34 - contact@reflexexpertise.fr
TVA intracommunautaire : FR08479326456
APE : 6920 Z - SIRET : 479 326 456 00031

Compte de Résultat (Seconde Partie)

AFPI Grand Ouest Normandie

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 22/03/23
Devise d'édition €

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2022	Net (N-1) 31/12/2021
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(154 219)	36 591
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 650	1 080
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	2 650	1 080
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER	2 650	1 080
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(151 568)	37 671
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	264 997	83 077
Produits exceptionnels sur opérations en capital	15 050	
Reprises sur provisions et transferts de charges		49 911
	280 047	132 988
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	26 474	12 240
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	57 391	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	8 900	
	92 765	12 240
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	187 282	120 748
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	32 054	32 976
TOTAL DES PRODUITS	4 608 931	4 497 614
TOTAL DES CHARGES	4 605 271	4 372 170
BÉNÉFICE OU PERTE	3 659	125 444

**REFLEX
EXPERTISE**

Péricentre 5 - 82 avenue de Thiès - 14000 Caen
Tél : 02 31 95 79 34 - contact@reflexexpertise.fr
TVA Intracommunautaire : FR08479326456
APE : 6920 Z - SIRET : 479 326 456 00031

AFPI GRAND OUEST NORMANDIE
12, rue Professeur Joseph Rousselot
14000 CAEN
Siret : 780.714.051.00031

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est 5 131 221 €uros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 4 608 931 €uros et dégagant un bénéfice net de 3 659 €uros.

L'exercice a une durée de 12 mois du 01/01/2022 au 31/12/2022.

En vertu de la dissolution de l'ITII Basse-Normandie du 02/01/2018 et de la décision de l'Assemblée Générale de l'AFPI-ITIBANOR du 27/06/2018 de conserver la gestion administrative et comptable de l'ITII Normandie telle que définie à la convention de partenariat du 6 avril 1995 et de ses avenants successifs avec l'ITII Basse-Normandie, les comptes AFPI GRAND OUEST NORMANDIE comprennent ceux de l'ITII Normandie.

A – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Arrivée de la nouvelle Directrice AFPI, Madame Lucie FLEURY, le 17 janvier 2022.

Déménagement du site de LA GLACERIE à CHERBOURG le 1^{er} septembre 2022.

Amortissement sur 3 ans, à compter du 28 novembre 2022, des frais de développement du marché HEFAIS d'un montant de 100 375 €uros.

B – REGLES ET METHODES COMPTABLES

➤ Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Aucune dérogation significative aux principes, règles et méthodes comptables ne mérite d'être signalée.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

La durée d'amortissement est la durée d'usage (Dérogation en faveur des PME - décret comptable article 8 modifié par le décret 2005-1757 du 30 décembre 2005 ; PCG Art 322-4-5 al 2 introduit par le règlement 05-09 du CRC du 3 novembre 2005 arrêté du 26 décembre 2005-JO)

Immobilisations financières :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres, en tenant compte des plus ou moins-values latentes éventuelles des éléments incorporels et corporels, et des perspectives de résultats de la société.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrabilité.

C – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

Immobilisations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de leur durée de vie, soit :

• Logiciels.....	3 ans
• Matériels pédagogiques	1 à 5 ans
• Agencements, installations.....	5 à 10 ans
• Matériels de transport.....	4 ans
• Matériels informatiques	3 à 5 ans
• Mobiliers.....	10 ans

**REFLEX
EXPERTISE**
Péricentre 5 - 82 avenue de Thiès - 14000 Caen
Tél : 02 31 95 79 34 - contact@reflexexpertise.fr
TVA intracommunautaire : FR08479326456
APE : 6920 Z - SIRET : 479 326 456 00031

Immobilisations non décomposables :

La durée d'amortissement est la durée d'usage (Dérogation en faveur des PME - décret comptable article 8 modifié par le décret 2005-1757 du 30 décembre 2005 ; PCG Art 322-4-5 al 2 introduit par le règlement 05-09 du CRC du 3 novembre 2005 arrêté du 26 décembre 2005-JO)

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	109 075		100 375
Terrains	12 000		1 095
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	1 021 943		14 477
Installations générales agencements aménagements divers	380 803		1 601
Matériel de transport	11 000		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	290 257		7 991
Avances et acomptes	0		
TOTAL	1 716 003	0	25 163
Autres participations	1 754 703		
Autres titres immobilisés			
Prêts, autres immobilisations financières	20 811		44
TOTAL	1 775 515	0	44
TOTAL GENERAL	3 600 593	0	125 582

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin
	Poste à Poste	Cessions		
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL			209 450	
Terrains			13 095	
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		20 764	1 015 656	
Installations générales agencements aménagements divers		226 592	155 812	
Matériel de transport			11 000	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			298 248	
Avances et acomptes			0	
TOTAL	0	247 357	1 493 810	
Autres participations			1 754 703	
Autres titres immobilisés				
Prêts, autres immobilisations financières			20 855	
TOTAL	0	0	1 775 558	
TOTAL GENERAL	0	247 357	3 478 818	

Amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	107 520	4 067		111 587
Terrains	533	8 798		9 331
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	947 606	46 222	20 764	973 064
Installations générales agencements aménagements divers	311 768	23 555	184 689	150 635
Matériel de transport	11 000			11 000
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	273 446	10 499		283 944
TOTAL	1 544 354	89 074	205 453	1 427 975
TOTAL GENERAL	1 651 873	93 141	205 453	1 539 562

Etat des provisions

Provisions pour risques & charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Provision IDR	0			0
Aut. Provisions pour risques & charges	0	8 900		8 900
TOTAL	0	8 900	0	8 900
Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
sur comptes clients	31 165		242	30 923
TOTAL	31 165	0	242	30 923
TOTAL GENERAL	31 165	8 900	242	39 823

La provision pour risques et charges existante en fin d'exercice est liée à litige locatif évaluée au montant du dépôt de garantie.

Créances

La totalité des créances est à échéance à moins d'un an à l'exception de 20 855 €uros de dépôts et cautionnements et de 36 850 €uros de créances douteuses.

Disponibilités

Les placements et comptes courants au 31 décembre 2022 sont de 1 308 764 €uros se répartissant comme suit :

- Comptes courants bancaires	:	77 098 €uros
- Comptes sur livrets	:	1 231 666 €uros
- OPCVM monétaires	:	0 €uros

Les VMP ont été valorisées à leur valeur nominale en fonction de la règle Premier entré Premier sorti.

Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Primes de fusion	242 750				242 750
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 620 877				1 620 877
Réserves :					
Réserves d'investissement					
Autres réserves					
Report à nouveau	497 221	125 444			622 665
RESULTAT DE L'EXERCICE	125 444	-125 444	3 659		3 659
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Ecart de réévaluation					
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées					
TOTAL I	2 486 292	0	3 659		2 489 952

Dettes

La totalité des dettes est à échéance à moins d'un an.

En raison de la condition suspensive de la convention de remboursement de l'UIMM Calvados, les intérêts n'ont pas été provisionnés, le report à nouveau négatif n'ayant pas été reconstitué au 31/12/2022 Ce report à nouveau négatif a été viré sur l'exercice 2017 au compte « réserve statutaire » pour la somme de 1 027 878 €uros conformément à la troisième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2017.

Effectif moyen au 31/12/2022

CADRES	20
TECHNICIENS	13
EMPLOYES	3
	36

D – INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

L'exercice 2022 se solde par un bénéfice net de 3 659 €uros.

Dans les charges financières de l'exercice :

- ne figure pas la quote-part de résultat 2022 revenant à l'AFPI GRAND OUEST NORMANDIE d'un montant de 104 914 €uros provenant de l'affectation du résultat de la SCI ITIBANOR ; l'Assemblée Générale Ordinaire de la SCI n'ayant pas affecté le bénéfice. La quote-part AFPI GRAND OUEST NORMANDIE des résultats non distribués est de 930 732 €uros.

Droit aux réserves au 31/12/2022		1 861 464
Taux de participation		0.50
Droit AFPI GON à récupérer		930 732

Le montant des honoraires du Cabinet REFLEX AUDIT relatifs à leur mission de Commissariat aux Comptes pour l'année 2022, figure au compte de résultat pour la somme de 9 500 €uros.

F – ENGAGEMENTS

- CAUTIONNEMENTS Néant
- CREDIT-BAIL MOBILIER Néant
- INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La gestion des IFC est externalisée depuis 2019. Le montant de la dette actuarielle au 31/12/2022 s'élève à 161 196 €uros en application de la Convention collective des industries métallurgiques mécaniques et connexes du département du Calvados pour les non cadres. En raison du montant du fonds collectif au 31/12/2022 de 216 407 €uros, aucun versement n'a été effectué sur l'année.

Description de la méthode de calcul :

- Taux d'actualisation : taux de rendement financier net de 3%
- Taux d'évolution des rémunérations : 2%
- Table de rotation du personnel : moyenne nationale
- Table de mortalité : statistique INSEE TH-TF 00-02
- Age de départ à la retraite : âge légal
- Taux de charges sociales : 50%

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Société	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société
				brute	nette					
A. Renseignements détaillés										
Filiales détenues à + de 50%										
SCI ITIBANOR	3 509 376	1 651 637	50%	1 754 688	1 754 688		-	488 056	209 827	
Participations détenues inférieures à 10 %										
SCI UNIMETO	436 004		NS	15	15	2	-			
B. Renseignements globaux										
Filiales non reprises en A										
- françaises										
- étrangères										
Participations non reprises en A										
- françaises										
- étrangères										

AFPI

Association

12 Rue du Professeur Joseph Rousselot

14000 CAEN

RCS Caen 780 714 051

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022



**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2022**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis des conventions suivantes intervenues au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

- Avec l'UIMM MANCHE : Dans le cadre de la certification des CQPM, l'UIMM Manche a facturé à l'AFPI Grand Ouest Normandie des prestations pour un montant de 64 100 euros.
- Avec l'UIMM NORMANDIE SUD : Dans le cadre de la certification des CQPM, l'UIMM Normandie Sud a facturé à l'AFPI Grand Ouest Normandie des prestations pour un montant de 29 000 euros.

Fait à CAEN, le 24 Mars 2023

REFLEX'AUDIT

Commissaire aux comptes


Jérôme RENARD

